



Livre
Le psychologue Nino Rizzo parle de sa famille mafieuse.
Genève, page 4

Paielements
Le cash reste fort prisé des Suisses mais moins utilisé.
Actualités, page 11

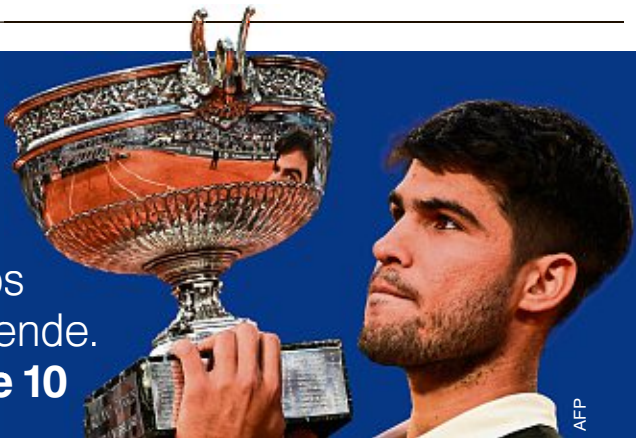


Étude
Les microplastiques infectent aussi la faune sauvage.
Événement, page 3

Tribune de Genève

Le média genevois. Depuis 1879 www.tdg.ch LENA — LEADING EUROPEAN - NEWSPAPER ALLIANCE

Après la victoire de **Carlos Alcaraz**, ce qu'il faut retenir d'un Roland-Garros de légende.
Page 10



Pistes cyclables, bus, places P+R, ce que Genève aimerait faire

Ambitieux Les autorités du Grand Genève ont présenté leur plan d'infrastructures pour les années 2028-2032. Il repose sur 26 mesures estimées à 536 millions de francs pour lesquelles Berne sera sollicitée.

Mobilité Sont prônées la création d'une centaine de kilomètres de nouvelles pistes cyclables, la liaison CERN-Saint-Genis-Pouilly grâce à un bus à haut niveau de service et 700 places P+R.

Phasage Il s'agit de limiter le trafic frontalier, mais aussi de renaturer certains cours d'eau, de créer de nouveaux parcs et de lutter contre les îlots de chaleur. Présentation détaillée et calendrier.

Lire en page 7

Plus aucun fonds en Israël pour la CPEG

Grand Conseil Le conflit à Gaza a de multiples répercussions dans le débat politique et la vie publique. Ainsi, une résolution des Verts, appuyée par des élus d'autres partis, vient d'être déposée auprès du Législatif. Elle demande que la Caisse de pensions de l'État de Genève (CPEG) se désengage au plus vite de ses placements effectués auprès d'institutions financières israéliennes. Le comité de la CPEG va se pencher sur la question.

Page 4

Depuis 2010, elle est l'âme de l'Ariana

Genève Le 31 juillet prochain, Isabelle Naef Galuba quittera la direction du Musée Ariana. Elle occupe ce poste depuis 2010. Avant de laisser la place à Bertrand Maizerat, elle revient sur ces années passées à construire une identité propre à une institution qui n'est pas un «musée de la vaisselle». Retour d'expérience.

Page 19

Une mobilisation aux couleurs arc-en-ciel



Cortège Plus de 15'000 manifestants et manifestantes ont participé à la Geneva Pride. L'accent de ce rendez-vous, qui intervient dans un contexte politique mondial devenu plus tendu pour les personnes trans ou non binaires, était mis sur la santé des membres de la communauté LGBTIQ+. Reportage.

Page 5 Frank Mentha

L'éditorial

Oui au cash, mais pas pour moi

C'est quand même bizarre, notre rapport à l'argent. Si vous vous imaginez gagner à la loterie, il y a de fortes chances que des liasses de billets et des montagnes de pièces apparaissent dans votre esprit. Mais si vous regardez dans votre porte-monnaie, il est bien plus probable que votre «fortune» se résume à des cartes de crédit, voire à une application sur smartphone.

Alors que le parlement doit se pencher sur la meilleure façon de sauvegarder à terme l'argent liquide, on ne peut pas ignorer le fait que les Suisses s'en servent de moins en moins. Les chiffres sont éloquentes: pour les paiements sur place, la part de cash est passée de 70% en 2017 à 30% en 2024. Chez les 15-34 ans, on est sous les 20%. Dans le même temps, 95% de la population souhaite le maintien de l'argent liquide. Serions-nous un peu schizophrènes?

Répondre oui, ce serait oublier que l'argent liquide représente plus qu'un moyen de paiement. C'est une sécurité lors des crises. Une indépendance pour ceux qui se méfient de l'État ou des banques. Une tradition et une fierté. C'est quelque chose que l'on peut toucher, dans un monde où le virtuel prend toujours plus d'importance. Ce débat sur le sauvetage du franc s'inspire en fait des mêmes ressorts que celui des offices de poste ou des lignes de bus non rentables. Vouloir le protéger, c'est vouloir cimenter une part de notre identité.

Page 11



Florent Quiquerez
Correspondant parlementaire

PUBLICITÉ

PROGRAMME ESTIVAL 55 +

Activités sans inscription, tout à 5.-

SOIRÉE D'INAUGURATION

Judi 12 juin de 18h30 à 22h00

Entrée libre



Hospice général



CAD

ACTIONS SENIORS

Renseignements :
022 420 42 80
Tout le programme estival 2025
www.facebook.com/CAD.seniors





«Je suis le seul homme de ma famille à ne pas être allé en prison», déclare Nino Rizzo, psychothérapeute et auteur. Georges Cabrera

«Le mafieux vit entre le respect des codes sociaux et leur déni»

Ouvrage Fils d’une famille de la mafia de Catane, Nino Rizzo, 75 ans, est psychologue au bout du lac, où il est arrivé à l’âge de 20 ans. Il publie «La mafia sur le divan».

Olivier Bot

Nino Rizzo a grandi à Ramacca, une petite ville de la province de Catane, en Sicile, au sein d’une famille mafieuse. Il s’en est détaché en arrivant à Genève à l’âge de 20 ans et en s’installant comme psychologue dans le quartier de Plainpalais. Après une psychanalyse et la publication en 2023 du livre «A casa di Cosa Nostra» en Italie, qui lui a permis de «déposer son fardeau familial», il vient d’écrire «La mafia sur le divan», un essai d’analyse freudienne du profil du mafieux.

À 75 ans, il nous reçoit dans son cabinet entre deux rendez-vous avec des patients. Blouse blanche sans col, toison blanche peignée en arrière et barbe de deux jours, Nino Rizzo raconte sa filiation embarrassante, allonge sur son divan le mafioso pour en faire le portrait psychologique et psychanalytique et tenter une anthropologie de la mafia. Entretien.

À quel âge et comment avez-vous compris que vous étiez le fils d’une famille mafieuse?

Vers l’âge de dix ans, j’ai commencé à comprendre que mon père avait deux catégories d’amis. Je savais que je n’avais pas le droit de poser de questions sur certains. Enfant, puisque j’étais un garçon, je pouvais assister à leurs réunions. Je ne comprenais pas de quoi ils parlaient, mais je sentais peser le poids du secret.

Dans votre livre «La mafia sur le divan», vous expliquez qu’on ne quitte pas la famille sans l’autorisation d’une femme. Ce fut votre cas?

Comme je n’y suis pas rentré, je n’en ai pas eu besoin. Pas plus que mes deux frères. Mais j’ai toujours su que j’étais lié à ce secret que j’ai respecté jusqu’à la parution de mon premier livre. Depuis trois

générations, mon grand-père, mon père, mon oncle, mon beau-frère et même mes deux frères, bien qu’ils ne soient pas mafieux, ont fait de la prison. C’est simple, je suis le seul homme de ma famille à ne pas être allé en prison.

Vous avez été menacé à la suite de la parution de ce livre?

Je vais en Sicile plusieurs fois par an. Mais on ne parle pas de corde dans la maison du pendu, n’est-ce pas? Depuis trois générations, il y a des cadavres dans le placard, au sens propre comme au figuré dans ma famille. Je n’ai pas été menacé. Mais j’ai eu des commentaires comme celui-ci: il a de la chance qu’ils soient tous morts, en parlant de mon père et de ses amis dont je parle dans le livre et qu’il n’y ait personne pour m’éliminer. À Ramacca, ma ville, les gens disaient: «Pourquoi jette-t-il autant de boue sur son père et ses amis? C’étaient des hommes bons, qui aidaient à résoudre nos problèmes.» C’est vrai, ils peuvent être bons et décider froidement de la mort de quelqu’un.

Genève et votre métier ont été votre refuge, en quelque sorte. Cette appartenance à un clan mafieux vous a-t-elle suivi dans votre vie genevoise?

Une forme de refuge oui, et une thérapie. Quand on vit un tel déchirement entre deux mondes incompatibles, on peut facilement devenir schizophrène. J’ai fait une psychanalyse pour apprendre à les rendre compatibles.

Votre père a été interrogé par le juge Falcone dans le cadre de l’enquête du pôle mafia de Palerme qui débouchera sur le maxiprocès de 1987. Qu’en disait-il?

À la suite des révélations du repentini Nino Calderone, mon père, qui était ce que Cosa Nostra ap-

pelle un vice-représentant de la Famille, a été interrogé trois fois par Falcone. Mon père était très connu et très apprécié au sein de la mafia sicilienne. C’est paradoxal, mais il avait un côté humain. Après un sanglant règlement de comptes, il a été appelé pour rétablir la paix. Falcone l’a beaucoup impressionné. Je pense qu’il a dû se demander de quel côté étaient vraiment les «hommes d’honneur». Il avait vu pas mal d’histoires pas honorables au sein de la mafia. Il est tombé en dépression. Sa vision du monde ne tenait plus.

Dans le livre, vous dressez le profil psychanalytique du mafieux et vous le comparez à celui du criminel de guerre nazi Eichmann. Pour quel résultat?

Eichmann n’aurait pas fait un bon mafieux. Il avait une personnalité présentant ce qu’on appelle une rigidité psychotique, qui fait voir le monde en noir et blanc. Le mafieux vit entre le respect des codes sociaux et leur déni: il peut décider qu’un homme mérite la mort, mais pour cela, il a besoin d’une communauté de déni, qui le conforte dans cette idée. Sans ce groupe, la mafia, le tueur est perdu et il culpabilise. Pas Eichmann.

Plusieurs films confrontent des mafieux à des psys, je pense aux «Soprano» ou à «Mafia Blues» avec De Niro. Quel est votre regard sur ces fictions?

Avec le «pentitisme», ce phénomène des repentins des années 80 et leurs témoignages, on a commencé à marier mafieux et psys. De Niro dans «Mafia Blues» est perdu, il parle de ses failles. Ce n’est plus seulement ce héros noir, froid et impénétrable du «Parrain».

Avez-vous reçu des criminels comme patients?

Non. Des enfants de criminels, oui. Ils vous racontent qu’ils savent que leur père a tué ou a fait du mal, mais qu’il a été un bon père avec eux.

Votre père aurait pu voir un psy? Il aurait dû. Cela lui aurait fait du bien. Mais c’était impensable. C’est peut-être pour ça que je suis devenu psy!

Malgré le travail de juges comme Falcone, Cosa Nostra est toujours bien implantée en Sicile...

À Ramacca, ma ville, le mois dernier, des politiciens et quelques mafieux ont été arrêtés; des écoutes montraient que des liens d’affaires existaient entre eux. Je ne l’ai pas raconté dans mon livre, mais mon père était très proche d’un chef mafieux de Sicile. Et il m’a dit qu’un ami de Palerme amenait de l’argent à un entrepreneur de Milan, Mon père ne savait pas qu’il s’agissait de Silvio Berlusconi et que l’argent transitait par un homme politique de Palerme, Marcello Dell’Utri, qui a été condamné à 6 ans de prison ferme pour collusion avec la mafia. Je suis inquiet pour l’avenir car le gouvernement de Giorgia Meloni essaie d’affaiblir le pouvoir des juges. Or, en Italie, il n’y a que le pouvoir judiciaire qui, à deux reprises (l’opération Mani Pulite et le maxi-procès de 1987), a réussi à casser le processus psychosociologique de ce que j’appelle «la mafiosité» qui se résume ainsi: «Occupe-toi de tes affaires!» et sous-entendu, «Laisse-moi faire les miennes».

Nino Rizzo sera sur le plateau de l’émission de la RTS «Drôle d’époque», lundi 16 juin.

«La mafia sur le divan. Psychanalyse des hommes et femmes de Cosa Nostra», Nino Rizzo, Éditions Hermann, janvier 2025, 181 pages.

La caisse des fonctionnaires priée de boycotter Israël

Grand Conseil Une résolution Verte demande au Conseil d’État de pousser l’institution à se débarrasser de certains placements.

Après l’Université de Genève, au tour de la Caisse de pension des fonctionnaires d’être sommée de rendre des comptes sur ses investissements en lien avec l’État d’Israël et son tissu économique.

Une résolution Verte de Sophie Bobillier, signée par des élus PS et du Centre, vient d’être déposée. Elle demande au Conseil d’État d’encourager la Caisse de pension des fonctionnaires genevois (CPEG) à «se désinvestir immédiatement et entièrement de toutes les obligations de l’État d’Israël» et globalement celles d’États «violant les droits humains et le droit international humanitaire».

Rappelons que l’institution compte 82’500 assurés et administre une fortune de 21,3 milliards.

Avoir en obligations

Selon la députée, le bilan de la CPEG témoigne de placements d’obligations israéliennes d’État pour un montant de deux millions et de l’Israel Discount Bank pour 176’000 francs. Or cet établissement figurerait sur «la liste noire de l’ONU pour son rôle dans le financement et le soutien logistique à la colonisation des territoires palestiniens occupés».

D’autres établissements connus, à l’instar d’Airbnb, Booking Holdings, Expedia, Motorola et TripAdvisor seraient également mentionnés sur celle-ci, leurs activités «contribuant au maintien et à l’expansion des colonies israéliennes». Là aussi, la CPEG détiendrait à leur égard un montant de 18,5 millions de francs.

Pour la députée, ces placements «ne sont pas cohérents avec la charte d’investissements responsables dont s’est dotée la CPEG et qui définit des principes en matière de durabilité, d’éthique et de respect des normes internationales. Ils ba-

fouent les Principes pour l’investissement responsable (PRI) des Nations Unies, que la CPEG a signés en 2022».

Elle rappelle que de nombreux États ont déjà exclu «de leurs portefeuilles toute société impliquée dans le soutien à la colonisation des territoires palestiniens occupés».

Discussion programmée

Contactée, la caisse de pension souligne: «Quelle que soit l’issue des débats au Grand Conseil, dit-elle, le Comité de la CPEG, organe décisionnaire de la caisse, a d’ores et déjà prévu d’aborder cette question lors d’une prochaine séance. Cependant, le sujet reste d’une grande complexité et nécessitera une analyse approfondie avant une prise de décision formelle.»

La CPEG a fait des investissements responsables une priorité, affirme la caisse de pension: «Elle collabore en continu avec les sociétés dans le cadre du dialogue ESG (ndlr: analyse de son impact en matière d’environnement, de social, et de gouvernance), les pouvoirs publics ainsi que d’autres investisseurs, convaincue de l’importance de la collaboration pour accroître l’efficacité des actions d’engagement.»

Un risque assumé

Inutile de dire que ces considérations éthiques peuvent peser sur les performances financières de la caisse, mais c’est un risque assumé. Sur son site interne, la CPEG précise exclure déjà certains investissements dans les «sociétés principalement actives dans les secteurs et domaines de l’armement, la production d’énergie nucléaire, les jeux de hasard, la pornographie, la production de biens à base de tabac, la production de produits liés aux OGM non thérapeutiques, le charbon.»

Marc Bretton

Rassemblement sur les voies CFF



Gare Cornavin Environ un millier de manifestants ont occupé les voies 3 et 4 de la gare Cornavin, lundi soir, brandissant des drapeaux palestiniens et demandant l’arrêt du massacre de civils en Palestine. Durant une heure, ils ont empêché tout passage de train. À 19 h 15, ils avaient quitté les voies. (LDI) Laurent Guiraud